

---

## REPERES

### Utiles à l'action juridique et judiciaire

---

Le droit ne se limite pas à des aspects techniques, des procédures, des textes juridiques ou des « recettes de cuisine » qui permettraient d'obtenir le résultat souhaité en les appliquant à la lettre. C'est une matière mouvante, en perpétuelle évolution, dont le contenu est sujet à des interprétations diverses et parfois contradictoires.

Mener une action juridique et/ou judiciaire implique, avant tout, de *réfléchir sur la place de droit au sein des stratégies d'action développées, de prendre conscience du rôle qu'il peut jouer dans la construction de celles-ci, de repérer les aspects juridiques qui font blocage et sur lesquels on souhaite agir.*

Maîtriser le côté technique du droit, son contenu peut s'avérer utile. Ce n'est cependant pas suffisant pour réaliser des actions juridiques, qui ne seront d'ailleurs efficaces qu'à la condition de s'inscrire dans une dynamique collective.

Ce dossier, intitulé « **Repères utiles à l'action juridique et judiciaire** », propose **6 fiches** dont l'objectif est d'apporter quelques informations, parmi d'autres, qui peuvent se révéler utiles pour les membres de groupes, collectifs ou associations souhaitant démarrer une action juridique et/ou judiciaire.

Ces informations ne sont bien entendu pas exhaustives et nécessitent une mise à jour régulière, suivant l'évolution du droit. Elles visent simplement à apporter quelques éléments permettant, avant de se lancer dans l'action ou au cours de celles-ci, de se repérer dans son environnement juridique, d'attirer l'attention sur un point particulier, une information à chercher ou une question sur laquelle il apparaît nécessaire de réfléchir collectivement.

Ce dossier a été réalisé dans le cadre du projet « **DECLIC – appui à la citoyenneté par le droit** », financé notamment par le Cabinet de la Ministre de l'Action sociale, l'asbl Action Vivre Ensemble, la Communauté française de Belgique ainsi que la Commission européenne (Programme Socrates) et la Fondation de France.  
Son contenu n'engage que ses auteurs.

**Le Projet Déclic – appui à la citoyenneté par le droit est mis en œuvre par Juristes-Solidarités (France), Habitat et Participation (Belgique), Comunità Capodarco di Roma Onlus (Italie) Et la Fundacion Iberoamericana de Derechos Humanos (Espagne)**

**Juristes Solidarités**

Espace Comme Vous Emoi  
5, rue de la Révolution  
93100 Montreuil - France  
Tél : (33) 01 48 51 39 91  
Fax : (33) 01 48 59 61 58  
[Juristessolidarites@free.fr](mailto:Juristessolidarites@free.fr)  
<http://www.agirledroit.org>

**Habitat et Participation**

Place des Peintres, ¼  
1348 Louvain La Neuve – Belgique  
Tél : (32) 010 45 06 04  
Fax : (32) 010 45 65 64  
[hep@tvcablenet.be](mailto:hep@tvcablenet.be)  
<http://www.habitat-participation.be>

**Fundacion Iberoamericana  
de Derechos Humanos**

Universidad Pablo de Olavide  
Carretera de Utrera, km 1  
Séville – Espagne  
Tél : (34) 626 336 849  
[fiadh@fiadh.org](mailto:fiadh@fiadh.org)  
<http://www.fiadh.org>

**Comunita Capodarco di Roma onlus**

Via Lungro, 3  
01 178 Rome – Italie  
Tél : (39) 06 200 40 91  
Fax : (39) 06 200 59 92  
[cis@capodarco.it](mailto:cis@capodarco.it)  
<http://www.capodarco.it>